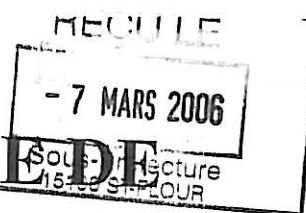




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU CANTAL

CARTE COMMUNALE DE



SAINT-MARY-LE-PLAIN

ELABORATION

PORTER A CONNAISSANCE

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE



SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

RECAPITULATIF

AS1 CONSERVATION DES EAUX

PT3 TELECOMMUNICATION

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil supérieur d'hygiène de France.

Protection des eaux minérales

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art L 736 du code de la santé publique).

B - INDEMNISATION

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art L 20-1 du code de la santé publique).

Protection des eaux minérales

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art L 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art L 745 du code de la santé publique).

C - PUBLICITE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

Protection des eaux minérales

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 - Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Protection des eaux destinées à la consommation humaine.

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L20 du code de la santé publique) (1°, et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation .

Protection des eaux minérales

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L738 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitation et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art L 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement (art. L743 du code de la santé publique).

2e Obligations de faire imposées au propriétaire

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art L 20 du code de la santé publique).

B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1^e Obligations passives

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

a) Eaux souterraines

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus).

b) Eaux de surface (cours d'eau, lacs, étangs, barrages-réservoirs et retenues)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages-retenues créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

Protection des eaux minérales

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L 737 du code de la santé publique).

2^o Droits résiduels du propriétaire

Protection des eaux minérales

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L 738 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L 743 du code de la santé publique).

Désignation de la servitude :

Captages :

⇒ *Théron*

TELECOMMUNICATIONS

I - GENERALITES

Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques).

Code des postes et télécommunications, articles L 46 à L 53 et D 408 à D 411.

Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

II - PROCEDURE D'INSTITUTION

A - PROCEDURE

Décision préfectorale, arrêtant le tracé de ligne autorisant toutes les opérations que comportent l'établissement, l'entretien et la surveillance de la ligne, intervenant en cas d'échec des négociations en vue de l'établissement de conventions amiables.

Arrêté intervenant après dépôt en mairie pendant trois jours, du tracé de la ligne projetée et indication des propriétés privées où doivent être placés les supports et conduits et transmission à la préfecture du registre des réclamations et observations ouvert par le Maire (art. D 408 à D 410 du code des postes et des télécommunications).

Arrêté périmé de plein droit dans les six mois de sa date ou les trois mois de sa notification, s'il n'est pas suivi dans ces délais d'un commencement d'exécution (art. L 53 dudit code).

B - INDEMNISATION

Le fait de l'appui ne donne droit à aucune indemnité dès lors que la propriété privée est frappée d'une servitude (art. L 51 du code des postes et des télécommunications).

Les dégâts en résultant donnent droit à la réparation du dommage direct, matériel et actuel. En cas de désaccord, recours au tribunal administratif (art. L 51 du code des postes et des télécommunications), prescription des actions en demande d'indemnité dans les deux ans de la fin des travaux (art. L 52 dudit code).

C - PUBLICITE

Affichage en mairie et insertion dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement de l'avertissement donné aux intéressés d'avoir à consulter le tracé de la ligne projetée déposé en mairie (art. D 408 du code des postes et des télécommunications).

Notification individuelle de l'arrêté préfectoral établissant le tracé définitif de la ligne (art. D 410 du code des postes et des télécommunications). Les travaux peuvent commencer trois jours après cette notification. En cas d'urgence, le préfet peut prévoir l'exécution immédiate des travaux (art. D 410 susmentionné).

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'Etat d'établir des supports à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments si l'on peut y accéder de l'extérieur, dans les parties communes des propriétés bâties à usage collectif (art. L 48, alinéa 1, du code des postes et des télécommunications).

Droit pour l'Etat d'établir des conduits et supports sur le sol et le sous-sol des propriétés non bâties et non fermées de murs ou de clôtures (art. L 48, alinéa 2).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**1° Obligations passives**

Obligation pour les propriétaires de ménager le libre passage aux agents de l'administration (art. L 50 du code des postes et des télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le propriétaire d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture sous condition d'en prévenir le directeur départemental des postes, télégraphes et téléphones un mois avant le début des travaux (art. L 49 du code des postes et des télécommunications).

Droit pour le propriétaire, à défaut d'accord amiable avec l'administration, de demander le recours à l'expropriation, si l'exécution des travaux entraîne une dépossession définitive.

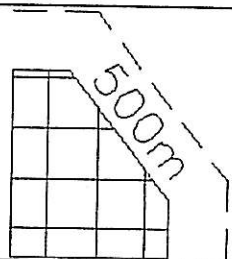
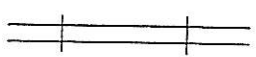


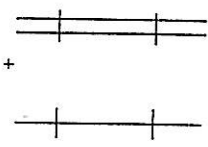
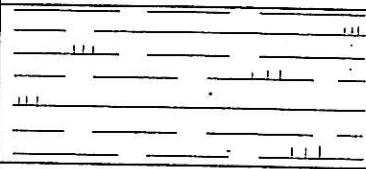
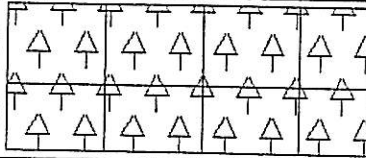

Désignation de la servitude :

⇒ Réseau de télécommunication

Gestionnaire de la servitude :

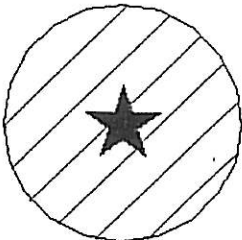

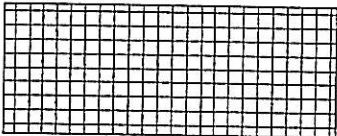
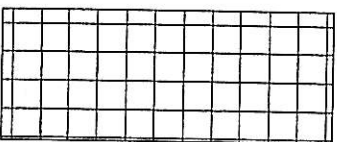
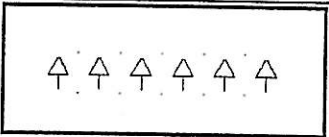
France TELECOM
Unité Régionale de Réseau Auvergne (URRA)
10, avenue Charras
63962 CLERMONT-FERRAND Cédex 9

AGRICULTURE

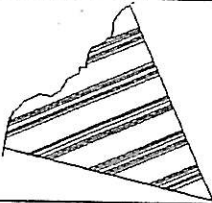
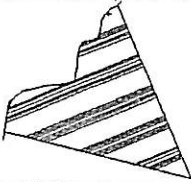
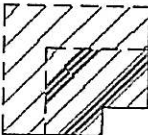
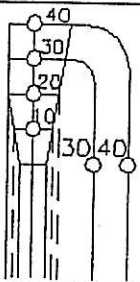
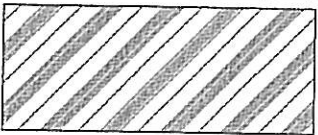
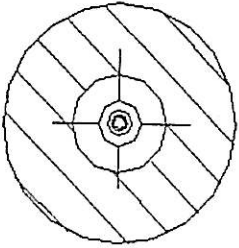
CODE	INTITULE	SYMBOLE GRAPHIQUE	
A ₁	Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au régime forestier.		Sans objet
A ₂	Servitudes pour la pose des canalisations souterraines d'irrigation.		Sans objet
A ₃	Servitudes pouvant être rendues applicables aux terrains riverains des canaux d'irrigation et émissaires d'assainissement des terres.		Sans objet
A ₄	Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau.		Sans objet
A ₅	Servitudes pour la pose des canalisations publiques : - eau potable - assainissement. (Elles font l'objet d'un plan d'ensemble à grande échelle).		Sans objet
A ₆	Servitudes d'écoulement des eaux nuisibles.		Sans objet
A ₇	Servitudes relatives aux forêts de protection.		Sans objet
A ₈	Servitudes tendant à la protection des bois, forêts et dunes.		Sans objet

CULTURE ET COMMUNICATION

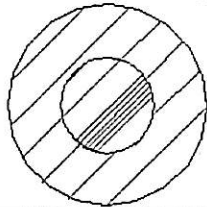
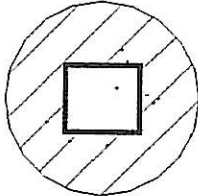
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

CODE	INTITULE	SYMBOLE GRAPHIQUE	
AC ₁	Servitudes de protection des monuments historiques : - classés ;		Sans objet
	- inscrits.		Sans objet
AC ₂	Servitudes de protection des sites et monuments naturels : - classés ;		Sans objet
	- inscrits.		Sans objet
AC ₃	Réserves naturelles.		Sans objet

DEFENSE

CODE	INTITULE	SYMBOLE GRAPHIQUE	
Ar₁	Servitudes concernant les postes électro-sémaphoriques, les amers et les phares du département de la marine militaire.		Sans objet
Ar₂	Servitudes relatives aux postes militaires assurant la défense des côtes et la sécurité de la navigation.		Sans objet
Ar₃	Servitudes concernant les magasins à poudre de l'armée et de la marine.		Sans objet
Ar₄	Servitudes concernant l'établissement de terrains d'atterrissage destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air.		Sans objet
Ar₅	Servitudes relatives aux fortifications, places fortes, postes et ouvrages militaires.		Sans objet
Ar₆	Servitudes aux abords des champs de tir.		Sans objet

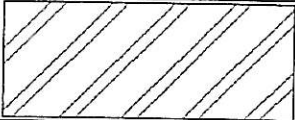
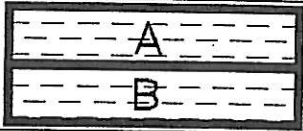
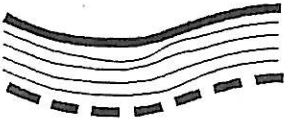
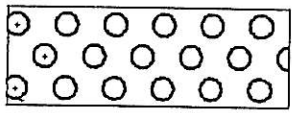


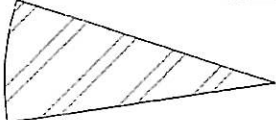
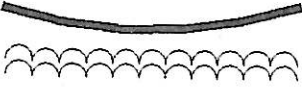

SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE

CODE	INTITULE	SYMBOLE GRAPHIQUE	
AS ₁	Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.		Servitude
AS ₂	Servitudes concernant la protection des établissements ostréicoles et coquilliers et les gisements naturels d'huîtres et de coquillages.		Sans objet


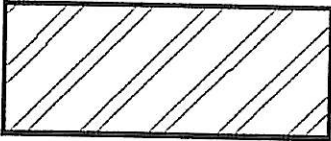




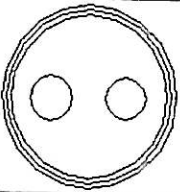
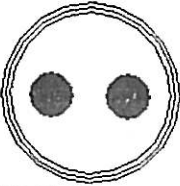
TRANSPORTS

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

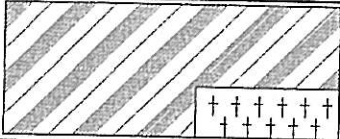
CODE	INTITULE	SYMBOLE GRAPHIQUE	
EL ₁	Servitudes de protection des bords de mer.		Sans objet
EL ₂	Servitudes en zones submersibles.		Sans objet
EL ₂ ^{bis}	Servitudes spéciales à la Loire et à ses affluents.		Sans objet
EL ₃	Servitudes de halage et de marchepied. Conservation du domaine public fluvial.		Sans objet
EL ₄	Servitudes instituées dans les stations « classées de sport d'hiver et d'alpinisme ».		Sans objet
EL ₅	Servitudes de visibilité sur les voies publiques.		Sans objet
EL ₆	Servitudes grevant les terrains nécessaires aux routes nationales et aux autoroutes.		Sans objet
EL ₇	Servitudes d'alignement.		Sans objet
EL ₈	Servitudes relatives aux amers et aux phares.		Sans objet
EL ₉	Servitudes de passage des piétons sur le littoral.		Sans objet
EL ₁₀			Sans objet

INDUSTRIE

CODE	INTITULE	SYMBOLE GRAPHIQUE	
I ₁	Servitudes concernant les hydrocarbures liquides ou liquifiés sous pression.		Sans objet
I ₁ ^{bis}	Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipe-lines par la SOTRAP.		
I ₂	Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie des marées, des lacs et des cours d'eau en faveur des concessionnaires d'ouvrages déclarés d'utilité publique.		Sans objet
I ₃	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz.		Sans objet
I ₄	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.		Sans objet
I ₅	Servitudes relatives aux canalisations de transport de produits chimiques.		Sans objet
I ₆	Servitudes concernant les mines et carrières établies au profit des titulaires de titres miniers, de permis d'exploitation de carrières ou d'autorisation de recherches de mines et de carrières.		Sans objet
I ₇	Servitudes de protection relatives au stockage souterrain de gaz dans des formations naturelles.		Sans objet
I ₈	Servitudes de protection relatives au stockage souterrain d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés dans des cavités étanches naturelles ou artificielles.		Sans objet

Int

INTERIEUR

CODE	INTITULE	SYMBOLE GRAPHIQUE	
Int ₁	Servitudes au voisinage des cimetières.		Sans objet

